



INSTRUCTION CODIFICATRICE

N° 01-138-A du 31 décembre 2001

NOR : BUD R 01 00138 J

Référence publiée au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

SUIVI STATISTIQUE DU RECOUVREMENT DES RECETTES DE L'ETAT,
DE LA REDEVANCE DE L'AUDIOVISUEL, ET DES TAXES D'URBANISME

ANALYSE

Modalités techniques de détermination des résultats du recouvrement des impôts émis par voie de rôle et des taux d'objectifs. Renseignements sur les poursuites, les amendes, les condamnations pécuniaires et taxes d'urbanisme et sur la situation de l'apurement des rôles d'impôts.

Date d'application : 26/12/2001

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; IMPÔT ; AMENDE ; TAXE URBANISME ; REDEVANCE AUDIOVISUEL ; STATISTIQUE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction codificatrice n° 00-110-A du 29 décembre 2000

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

| | | | | | | | | | | | | |
|-----|------|-----|-----|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| RGP | TPGR | TPG | DOM | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |

DIFFUSION

CS 53

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4B

La présente instruction codificatrice a pour objet de mettre à jour l'instruction codificatrice n° 00-110-A du 29 décembre 2000.

Les changements intervenus portent sur :

- l'enquête sur les prises en charge : prise en compte de nouvelles contributions sociales ;
- la situation de l'apurement des rôles : nouvelle présentation de l'enquête ;
- les annexes.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

HERVÉ GUILLOU

SOMMAIRE

| | |
|--|---|
| CHAPITRE 1 PRISES EN CHARGE | 3 |
| 1. Principes généraux | 3 |
| 2. Renseignements demandés | 3 |
| 3. Contrôles | 3 |
| 3.1. Contrôles entre certaines zones du tableau | 3 |
| 3.2. Contrôles avec la comptabilité générale de l'Etat | 3 |
| CHAPITRE 2 RÉSULTATS DU RECOUVREMENT DES IMPÔTS ÉMIS ET DÉTERMINATION DES OBJECTIFS | 5 |
| 1. Principes généraux | 5 |
| 2. Renseignements demandés | 5 |
| 2.1. Emissions | 5 |
| 2.1.1. Impôt sur le revenu, contributions sociales et contributions représentatives du droit de bail hors contrôle fiscal sur place | 5 |
| 2.1.2. Autres impôts d'état hors contrôle fiscal sur place | 5 |
| 2.1.3. Impôt sur les sociétés hors contrôle fiscal sur place | 6 |
| 2.1.4. Taxe d'habitation, taxes foncières, taxe professionnelle et autres impôts locaux | 6 |
| 2.1.5. Contrôle fiscal sur place | 6 |
| 2.2. Suspensions légales et administratives de poursuites | 6 |
| 2.3. Recettes | 6 |
| 3. Méthodologie | 6 |
| 3.1. Réalisations | 6 |
| 3.2. Prévisions | 7 |
| 3.3. Evolution des taux | 7 |
| 4. Contrôles | 7 |
| CHAPITRE 3 CONTRÔLE FISCAL DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES | 8 |
| 1. Principes généraux | 8 |
| 2. Renseignements demandés | 8 |
| 2.1. Prises en charge | 8 |
| 2.2. Recettes | 8 |
| 2.3. Suspensions légales de poursuites | 8 |
| 2.4. Suspensions administratives de poursuites | 8 |
| 2.5. Autres | 8 |
| 3. Contrôles | 8 |

| | |
|---|----|
| CHAPITRE 4 RENSEIGNEMENTS SUR LES POURSUITES | 9 |
| 1. Renseignements demandés | 9 |
| 1.1. Un tableau relatif aux poursuites les plus courantes | 9 |
| 1.1.1. Les commandements | 9 |
| 1.1.2. Les poursuites mobilières | 9 |
| 1.1.3. Les poursuites immobilières | 10 |
| 1.1.4. Les poursuites sur les personnes | 10 |
| 1.2. Un cartouche destiné au calcul automatique du ratio ATD/saisies hors tentatives | 10 |
| 1.3. Un tableau relatif aux autres actions contentieuses, quelle que soit la catégorie du produit | 10 |
| 1.4. Un cartouche relatif aux droits versés aux huissiers de justice | 11 |
| 1.5. Un tableau recensant le nombre d'agents de poursuites | 11 |
| CHAPITRE 5 SITUATION DE L'APUREMENT DES RÔLES | 12 |
| 1. Renseignements demandés | 12 |
| 1.1. Exercices 1997 et antérieurs | 12 |
| 1.2. Exercices antérieurs ventilés | 12 |
| 1.3. Exercice précédent | 12 |
| 2. Contrôles | 13 |
| 2.1. Cohérence des restes à recouvrer en suspensions légales de poursuites | 13 |
| 2.2. Vérification des restes à recouvrer comptables | 13 |
| 2.2.1. Exercices 1997 et antérieurs | 13 |
| 2.2.2. Exercices antérieurs ventilés | 13 |
| CHAPITRE 6 AMENDES ET CONDAMNATIONS PÉCUNIAIRES TAXES D'URBANISME | 14 |
| 1. Amendes | 14 |
| 1.1. Titres à recouvrer | 14 |
| 1.2. Encaissement au comptant | 14 |
| 1.3. Encaissement immédiat | 14 |
| 1.4. Montant des sommes apurées | 15 |
| 1.5. Restes à recouvrer sur exercices antérieurs | 15 |
| 1.6. Opposition au transfert du certificat d'immatriculation (O.T.C.I.) | 15 |
| 2. Taxes d'urbanisme | 15 |

LISTE DES ANNEXES

| | |
|---|----|
| ANNEXE N° 1 : Procédure à suivre pour l'utilisation des fichiers : commandes EXCEL à effectuer | 16 |
| ANNEXE N° 2 : Prises en charge | 17 |
| ANNEXE N° 3 : Détermination des résultats du recouvrement des impôts émis et des taux d'objectifs | 18 |
| ANNEXE N° 4 : Contrôle fiscal sur les cinq dernières années | 19 |
| ANNEXE N° 5 : Renseignements sur les poursuites | 20 |
| ANNEXE N° 6 : Situation de l'apurement des rôles | 21 |
| ANNEXE N° 7 : Amendes et condamnations pécuniaires; Taxes d'urbanisme | 22 |

CHAPITRE 1

PRISES EN CHARGE

1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

La feuille « PEC » comprend un tableau détaillant les nombres d'articles et les montants pris en charge, par type d'impôts, au cours de l'année écoulée, ainsi que des zones de contrôle.

Les informations sont issues de l'application ESAR et, plus particulièrement, de l'option d'édition « montant des impositions émises ».

2. RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS

Les montants doivent être indiqués en francs.

Les renseignements demandés sont les suivants :

- impôt sur le revenu : distinction entre revenus de N-1 et revenus des années antérieures à N-1 ;
- contributions sociales : le nombre d'articles est saisi globalement alors que les montants doivent être saisis par catégorie de contributions ;
- impôts locaux : distinction entre taxe d'habitation, taxes foncières, taxe professionnelle, autres taxes ;
- total des frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvement et de non-valeur : distinction entre frais d'assiette sur impôts locaux, frais de dégrèvements sur impôts locaux, frais d'assiette sur impôts d'Etat (aucun nombre n'est demandé) ;
- autres impôts d'Etat ;
- impôt sur les sociétés sur rôles ;
- ventilation des frais divers sur impôts locaux et contributions sociales : distinction, d'une part entre taxe d'habitation, taxes foncières, taxe professionnelle, autres taxes, contributions sociales, et d'autre part entre gains et pertes, frais de dégrèvements, frais d'assiette, dégrèvements indus, prélèvement de la valeur locative (aucun nombre n'est demandé).

Des zones de totalisations automatiques sont prévues.

3. CONTRÔLES

Ils portent uniquement sur les montants.

3.1. CONTRÔLES ENTRE CERTAINES ZONES DU TABLEAU

Les frais d'assiette sur contributions sociales (cadre G . contributions sociales . c. frais d'assiette) doivent être égaux au total des frais d'assiette sur impôts d'Etat (cadre D . impôts d'Etat). A défaut la mention « FAUX » apparaît dans la colonne « contrôle » du cadre G.

Le total de tous les frais (dernière ligne) doit être égal au total des frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvements et de non-valeurs (cadre D . total D). A défaut, la mention « FAUX » apparaît sur la dernière ligne de la colonne « contrôle ».

3.2. CONTRÔLES AVEC LA COMPTABILITE GÉNÉRALE DE L'ETAT

Les montants des émissions, restitués par ESAR, doivent correspondre à ceux portés en comptabilité générale de l'Etat.

Les contrôles effectués sont les suivants :

- impôt sur le revenu (cadre A . total A) = crédit du compte 398.800
- contributions sociales (cadre B) :
 - CNAVTS 1% = crédit du compte 466.12432X (X étant le dernier chiffre de l'année concernée : par exemple, pour 2000, le compte est 466.124320)
 - CNAF = crédit du compte 466.12433X
 - CNAVTS 0,4 % = crédit du compte 466.1245X
 - CSG patrimoine FSV = crédit du compte 475.6661X
 - CRDS = crédit du compte 466.1286X
 - FSV 2% fonds de réserve = crédit du compte 475 .6663X
 - CSG patrimoine CNAF et CSG régime obligatoire = crédit du compte 466.1247X
 - FSV 2 % solidarité = crédit du compte 475.6665X
 - CNAVTS 2 = crédit du compte 466.12431X
- impôts locaux (cadre C . total C) = crédit du compte 398.840
- frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvements et de non-valeur (cadre D) :
 - frais d'assiette sur impôts locaux = crédit du compte 398.861
 - frais de dégrèvements sur impôts locaux = crédit du compte 398.830
 - frais d'assiette sur impôts d'Etat = crédit du compte 398.860
- impôt sur les sociétés (cadre F) = crédit du compte 398.810

CHAPITRE 2

RÉSULTATS DU RECOUVREMENT DES IMPÔTS ÉMIS ET DÉTERMINATION DES OBJECTIFS

1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

La feuille « SIROB » comprend un tableau composé de trois cadres :

- les résultats de l'exercice précédent de la gestion précédente ;
- les prévisions de l'exercice précédent de la gestion courante ;
- l'évolution des différents taux de recouvrement.

Ainsi, pour l'enquête réalisée en 2001, sont concernés les résultats de l'exercice 1999 au 31 décembre 2000 et les prévisions de l'exercice 2000 au 31 décembre 2001.

Chaque cadre distingue :

- les impositions ordinaires :
 - impôt sur le revenu, contributions sociales et contribution représentative du droit de bail ;
 - autres impôts d'Etat (dont majorations et frais de poursuites sur impositions ordinaires) ;
 - impôt sur les sociétés sur rôles ;
 - taxe d'habitation ;
 - taxes foncières ;
 - taxe professionnelle et autres impôts locaux.

- les impositions de contrôle fiscal sur place :
 - impôt sur le revenu ;
 - impôt sur les sociétés ;
 - autres impôts d'Etat (dont majorations et frais de poursuites sur contrôle fiscal).

2. RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS

Les montants doivent être indiqués en milliers de francs.

2.1. EMISSIONS

2.1.1. Impôt sur le revenu, contributions sociales et contributions représentatives du droit de bail hors contrôle fiscal sur place

- impôt sur le revenu (N-1, N-2 et antérieurs) ;
- contributions sociales y compris frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvement et d'admission en non-valeur ;
- contributions représentatives du droit de bail (CRDB) et contributions additionnelles à la CRDB.

2.1.2. Autres impôts d'état hors contrôle fiscal sur place

- majorations et frais de poursuites au titre de tous les types d'impôts, hors contrôle fiscal sur place ;

- 2 % employeur ;
- rôles de taxes sur les salaires ;
- autres impôts sur rôles mentionnés sur les documents provenant des services fiscaux

ne résultant pas de contrôle fiscal sur place.

2.1.3. Impôt sur les sociétés hors contrôle fiscal sur place

- rôles de rappel d'impôt sur les sociétés ;
- titres de perception P274 et P275.

2.1.4. Taxe d'habitation, taxes foncières, taxe professionnelle et autres impôts locaux

- y compris frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvement et de non-valeur.

2.1.5. Contrôle fiscal sur place

Sont distingués :

- les contrôles fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu ;
- les contrôles fiscaux au titre de l'impôt sur les sociétés ;
- les contrôles fiscaux au titre des autres impôts d'Etat, auxquels sont intégrés les majorations et frais de poursuites relatifs aux contrôles fiscaux.

2.2. SUSPENSIONS LÉGALES ET ADMINISTRATIVES DE POURSUITES

La ventilation par type d'impôt est identique à celle des émissions (cf. § 2.1.).

Elles doivent être réparties par type d'impôt. La part des majorations et frais de poursuites concernant des cotes en suspensions doit être rattachée à la rubrique « autres impôts d'Etat », ordinaires ou contrôle fiscal selon le cas.

2.3. RECETTES

La ventilation par type d'impôts est identique à celle des émissions (cf. § 2.1.).

3. MÉTHODOLOGIE

3.1. RÉALISATIONS

Doivent être saisies :

- les prises en charge brutes à deux ans c'est à dire les émissions pour chaque type d'impôts et les majorations et frais de poursuites pour la catégorie « autres impôts d'Etat » (débits des comptes 411.8X1 de l'année 1999 et débits des comptes 411.8X2 de l'année 2000 par exemple) ;
- les cotes en suspensions légales et administratives de poursuites ;
- les recettes à deux ans (crédits des comptes 411.8X1 de l'année 1999 et crédits des comptes 411.8X2 de l'année 2000 par exemple).

Les prises en charge nettes, ainsi que les taux nets, sont calculés automatiquement pour chaque type d'impôts.

3.2. PRÉVISIONS

Doivent être saisies :

- les prises en charge brutes à deux ans c'est à dire les émissions pour chaque type d'impôts et les majorations et frais de poursuites pour la catégorie « autres impôts d'Etat » ;
- les cotes en suspensions légales et administratives de poursuites.

Les recettes, par type d'impôts, sont établies par application des taux nets réalisés l'année précédente sur les prises en charge nettes prévisionnelles (automatiquement calculées).

Le taux net prévisionnel sur impôts ordinaires est déterminé par le rapport suivant : total des recettes prévisionnelles sur impôts ordinaires / total des prises en charge nettes prévisionnelles sur impôts ordinaires.

Une amélioration de ce taux doit être indiquée en fonction d'un barème communiqué chaque année. Elle permet d'établir le taux net d'objectif sur impositions ordinaires.

3.3. EVOLUTION DES TAUX

Les taux brut et net réalisés, prévisionnels et d'objectifs, sur impositions ordinaires et sur la totalité des impositions, sont calculés automatiquement.

Deux éléments expliquent l'évolution entre le taux brut réalisé l'année précédente et le taux brut d'objectif :

- la variation de structure ;
- l'amélioration.

La variation de structure représente l'impact de la variation des émissions, mais aussi des suspensions légales et administratives de poursuites, en terme de taux brut, entre les réalisations de l'année précédente et les prévisions, à taux de recouvrement identiques, par catégorie d'impôts. Elle peut être positive ou négative.

4. CONTRÔLES

Les prises en charge, détaillées par catégories d'impôts, doivent être égales aux débits des comptes de comptabilité générale de l'Etat correspondants.

Il en est de même pour les recettes (concordance avec les crédits des comptes correspondants).

Des zones de contrôles ont été prévues : les mentions « VRAI » ou « FAUX » apparaissent automatiquement selon les cas.

Les données propres au contrôle fiscal doivent correspondre à celles figurant dans l'enquête « contrôle fiscal » détaillée dans le chapitre suivant.

CHAPITRE 3

CONTRÔLE FISCAL DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

L'enquête sur les contrôles fiscaux des cinq dernières années est liée à l'enquête sur la politique d'objectif « SIROB » ; les tableaux figurent donc dans le même fichier.

Les deux feuilles propres à cette enquête sont nommées : « CF IR » et « CF IS ».

La feuille « CF IR » concerne l'impôt sur le revenu exclusivement.

La feuille « CF IS » concerne l'impôt sur les sociétés et les autres impôts d'Etat (nommés « matrices 1552 » dans le résumé général des rôles).

Certaines données sont automatiquement reportées dans la feuille « SIROB ».

2. RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS

Les renseignements demandés portent sur les nombres et les montants (en milliers de francs) des cotes de contrôle fiscal des cinq dernières années (depuis l'origine).

2.1. PRISES EN CHARGE

- prises en charge en principal : nombres et montants. Ces données ne doivent pas varier d'une année sur l'autre. Le montant des prises en charge de l'exercice précédent est automatiquement reporté dans la feuille « SIROB » - colonne « contrôle fiscal IR » ;
- prises en charge de majorations et frais de poursuites : montants.

2.2. RECETTES

- paiements effectifs, dégrèvements, admissions en non-valeur : montants. En principe, ils ne peuvent être inférieurs à ceux communiqués dans l'enquête de l'année précédente.

2.3. SUSPENSIONS LÉGALES DE POURSUITES

- réclamations suspensives, procédures collectives : nombres et montants.

2.4. SUSPENSIONS ADMINISTRATIVES DE POURSUITES

- admissions en non-valeur, dégrèvements en instance, moratoires imposés : nombres et montants.

2.5. AUTRES

Cette rubrique correspond aux cotes qui ne font pas l'objet de suspensions légales ou administratives de poursuites, c'est à dire pour lesquelles des poursuites ou des délais sont, en principe, en cours.

Les nombres et les montants doivent être indiqués.

3. CONTRÔLES

Au bas de chaque colonne figure une zone de contrôle des montants.

L'égalité suivante doit être respectée : « prises en charge – recettes = suspensions légales + suspensions administratives + autres ». A défaut, la mention « ERREUR » apparaît.

CHAPITRE 4

RENSEIGNEMENTS SUR LES POURSUITES

1. RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS

1.1. UN TABLEAU RELATIF AUX POURSUITES LES PLUS COURANTES

Les renseignements demandés concernent trois catégories de produits :

- impôts directs ;
- amendes et condamnations pécuniaires ;
- autres produits (créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, produits non fiscaux des collectivités et établissements publics locaux, redevance de l'audiovisuel).

Les actes de poursuites, dressés par les comptables, sont regroupés en quatre grandes rubriques :

- commandements ;
- poursuites mobilières ;
- poursuites immobilières ;
- poursuites sur les personnes.

1.1.1. Les commandements

Il s'agit de dénombrer, selon la nature des produits, les commandements :

- notifiés par la voie postale (lettre recommandée ou lettre simple) ou par préposé de la poste dans les conditions prévues par l'instruction codificatrice n°95-036-A-M du 27 mars 1995, titre 1, chapitre 1, paragraphe 2.3. ;
- signifiés par les agents de poursuites du Trésor Public (huissiers et contrôleurs commissionnés du Trésor Public) et les huissiers de justice.

Par ailleurs, sont recensés les procès-verbaux de perquisition et les procès-verbaux de recherche, établis par les huissiers, à la suite de l'échec de la signification des commandements.

1.1.2. Les poursuites mobilières

- signifiées par les huissiers et les contrôleurs commissionnés du Trésor Public ;
- signifiées par les huissiers de justice ;
- dont la mise en œuvre ne requiert pas les services d'un huissier (avis à tiers-détenteur, saisies des rémunérations, oppositions administratives).

Il convient de recenser le nombre, par nature de produits, des actes suivants :

- avis à tiers détenteur notifiés aux établissements bancaires, aux employeurs et aux autres tiers détenteurs (par exemple notaires, syndicats ...) ;
- saisies des rémunérations ;
- oppositions administratives ;
- saisies-attributions ;
- saisies des véhicules terrestres à moteur par voie de déclaration d'une part et par voie d'immobilisation d'autre part ;
- saisies de droits d'associés et de valeurs mobilières ;
- saisies de biens placés dans un coffre-fort ;

- saisies conservatoires (saisies conservatoires sur les biens meubles corporels, saisies conservatoires de créances, saisies conservatoires de droits d'associés et de valeurs mobilières, saisies conservatoires des biens placés dans un coffre-fort) ;
- saisies-ventes réparties selon le résultat de la procédure (saisies-ventes pratiquées, oppositions sur saisies antérieures ou oppositions-jonctions¹, ou saisies complémentaires, saisies interrompues ou ayant abouti à un procès-verbal de réception des deniers, procès-verbaux de carence, procès-verbaux de perquisition ou actes constatant une suspension d'exécution ou une recherche infructueuse, tentatives de saisies ou actes de tentatives d'exécution) ;
- ventes engagées, puis celles effectuées, à la suite d'une saisie-vente, d'une saisie des récoltes sur pieds, d'une saisie d'un véhicule terrestre à moteur par voie d'immobilisation, d'une saisie de biens placés dans un coffre-fort, d'une saisie des droits d'associés et des valeurs mobilières, d'une saisie conservatoire sur les biens meubles corporels, d'une saisie conservatoire des droits d'associés et des valeurs mobilières, d'une saisie conservatoire des biens placés dans un coffre-fort converties en saisies exécutoires ;
- procédures de ventes portant sur un fonds de commerce, à savoir les oppositions au paiement du prix de vente d'un fonds de commerce réalisées par voie d'avis à tiers détenteur ou par acte extrajudiciaire et les ventes globales de fonds de commerce sur conversion d'une saisie-vente.

1.1.3. Les poursuites immobilières

Il faut chiffrer, toujours par nature de produits, les actes suivants :

- inscriptions de l'hypothèque légale du Trésor, des hypothèques conventionnelles et des sûretés judiciaires prises sur un immeuble en application de l'article 251 du décret n°92-755 du 31 juillet 1992 ;
- saisies immobilières demandées, celles autorisées et celles menées jusqu'à l'adjudication.

1.1.4. Les poursuites sur les personnes

Il s'agit exclusivement de la contrainte par corps, mise en œuvre dans les conditions prévues par les articles 749 et suivants du code de procédure pénale pour le recouvrement des amendes pénales et le recouvrement des impôts en application des articles L271, L272 et L272A du livre des procédures fiscales.

Par nature de créance à recouvrer, il convient de déterminer le nombre des actes suivants :

- réquisitions au parquet ;
- incarcérations effectives ;
- réquisitions abandonnées (en cas de délai accordé ou de règlement obtenu).

1.2. UN CARTOUCHE DESTINÉ AU CALCUL AUTOMATIQUE DU RATIO ATD/SAISIES HORS TENTATIVES

Il s'agit, pour les impôts directs, du rapport entre le nombre total des avis à tiers-détenteur et le nombre des saisies-ventes hors tentatives de saisies (saisies-ventes pratiquées, oppositions, saisies interrompues, procès-verbaux de carence, procès-verbaux de perquisition).

1.3. UN TABLEAU RELATIF AUX AUTRES ACTIONS CONTENTIEUSES, QUELLE QUE SOIT LA CATÉGORIE DU PRODUIT

- mises en cause de dirigeants sociaux ;

¹ Notions propres aux huissiers de justice.

- mises en cause de tiers détenteurs défaillants ;
- actions civiles (actions obliques, pauliennes, actions en déclaration de simulation, action en licitation-partage) ;
- assignations en redressement et liquidation judiciaires.

1.4. UN CARTOUCHE RELATIF AUX DROITS VERSÉS AUX HUISSIERS DE JUSTICE

Il s'agit des montants des droits alloués aux huissiers de justice au titre de l'ensemble des poursuites diligentées pour le recouvrement des trois catégories de produits : "impôts directs", "amendes", "produits divers – produits locaux – redevance".

Les montants doivent être indiqués en francs.

1.5. UN TABLEAU RECENSANT LE NOMBRE D'AGENTS DE POURSUITES

Sont recensés huissiers du Trésor et huissiers de justice, contrôleurs du Trésor Public commissionnés pour l'exercice des poursuites et agents enquêteurs.

Indiquez le nombre d'agents par catégorie :

- pour les huissiers de justice, saisissez leur nombre et non pas le nombre d'études concernées ;
- les agents n'exerçant pas leur fonction à temps complet doivent être recensés selon le temps réellement effectué (exemple : pour un temps partiel 0,8 ou 0,5).

Les termes employés, pour désigner les actes de poursuites mobilières, tiennent compte des modifications intervenues à compter du 1^{er} janvier 1993, suite à la réforme des procédures civiles d'exécution.

CHAPITRE 5

SITUATION DE L'APUREMENT DES RÔLES

1. RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS

- Montants : ils doivent être indiqués en francs, avec précision des centimes.
- Pour des facilités de centralisation, les zones correspondant aux années ont été prévues et doivent être respectées.

1.1. EXERCICES 1997 ET ANTÉRIEURS

Il convient d'indiquer pour les exercices non soldés :

- le montant total des prises en charge depuis l'origine sur la ligne « Ex 1997 et antérieurs » ;
- le montant total des sommes apurées depuis l'origine sur la ligne « Ex 1997 et antérieurs » ;
- les restes à recouvrer nominatifs dont le solde est différé en les détaillant par exercice. Une totalisation est effectuée automatiquement sur la ligne « Ex 1997 et antérieurs » ;
- les restes à recouvrer faisant l'objet d'un sursis légal de paiement par exercice. Une totalisation est effectuée automatiquement sur la ligne « Ex 1997 et antérieurs » ;
- les restes à recouvrer faisant l'objet d'une procédure collective d'apurement du passif par exercice. Une totalisation est effectuée automatiquement sur la ligne « Ex 1997 et antérieurs ».

Les éventuelles différences entre, les restes à recouvrer nominatifs et les restes à recouvrer comptables (prises en charge moins sommes apurées) s'affichent automatiquement dans le tableau, sur la ligne « Ex 1997 et antérieurs ».

1.2. EXERCICES ANTÉRIEURS VENTILÉS

Il convient d'indiquer pour les exercices non soldés :

- le montant total des prises en charge depuis l'origine sur la ligne « Ex antérieurs ventilés » ;
- le montant total des sommes apurées depuis l'origine sur la ligne « Ex antérieurs ventilés » ;
- les restes à recouvrer nominatifs dont le solde est différé en les détaillant par exercice. Une totalisation est effectuée automatiquement sur la ligne « Ex antérieurs ventilés » ;
- les restes à recouvrer faisant l'objet d'un sursis légal de paiement par exercice. Une totalisation est effectuée automatiquement sur la ligne « Ex antérieurs ventilés » ;
- les restes à recouvrer faisant l'objet d'une procédure collective d'apurement du passif par exercice. Une totalisation est effectuée automatiquement sur la ligne « Ex antérieurs ventilés ».

Les éventuelles différences entre les restes à recouvrer nominatifs et les restes à recouvrer comptables (prises en charge moins sommes apurées) s'affichent automatiquement dans le tableau, sur la ligne « Ex antérieurs ventilés ».

1.3. EXERCICE PRÉCÉDENT

Il convient d'indiquer :

- le montant total des prises en charge depuis l'origine ;
- le montant total des sommes apurées depuis l'origine ;
- les restes à recouvrer nominatifs ;
- les restes à recouvrer en sursis légal de paiement ;
- les restes à recouvrer en procédure collective d'apurement du passif.

Les éventuelles différences entre, les restes à recouvrer nominatifs et les restes à recouvrer comptables (prises en charge moins sommes apurées) s'affichent automatiquement dans le tableau, sur la ligne correspondant à l'exercice précédent.

Une totalisation générale de chaque colonne du tableau est effectuée automatiquement.

2. CONTRÔLES

2.1. COHÉRENCE DES RESTES À RECOUVRER EN SUSPENSIONS LÉGALES DE POURSUITES

Dans la colonne « contrôle », une vérification automatique de la cohérence des restes à recouvrer en suspensions légales de poursuites par rapport aux restes à recouvrer comptables est effectuée.

La somme des sursis légaux de paiement et des procédures collectives doit être inférieure ou égale aux restes à recouvrer comptables (prises en charge – recettes). Dans le cas contraire, le message « erreur » apparaît.

2.2. VÉRIFICATION DES RESTES À RECOUVRER COMPTABLES

2.2.1. Exercices 1997 et antérieurs

Les restes à recouvrer comptables (prises en charge – recettes) au 31 décembre de l'année N doivent être égaux à la balance d'entrée au 1^{er} janvier N+1 du compte 411.883.

Après saisie de cette balance d'entrée, l'écart constaté est automatiquement affiché.

2.2.2. Exercices antérieurs ventilés

Les restes à recouvrer comptables (prises en charge – recettes) au 31 décembre de l'année N doivent être égaux à la somme des balances d'entrée au 1^{er} janvier N+1 des comptes 411.813, 411.823, 411.833, 411.853, 411.863, 411.873.

Après saisie de ce montant, l'écart constaté est automatiquement affiché.

CHAPITRE 6

AMENDES ET CONDAMNATIONS PÉCUNIAIRES

TAXES D'URBANISME

Cette feuille regroupe l'ensemble des informations nécessaires à l'analyse de l'activité du recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires d'une part, des taxes d'urbanisme d'autre part.

1. AMENDES

1.1. TITRES À RECOUVRER

Il s'agit du nombre de titres pris en charge pendant l'année N et de leur montant (part de l'Etat et part des divers bénéficiaires cumulées).

Ce montant doit correspondre au total de la colonne 3 (code 1) de la situation 1.263 et de la colonne 3 (code 4) de la situation 1.263 bis.

Les catégories de titres sont les suivantes :

- A.F.M. (amendes forfaitaires majorées) correspondant aux infractions de transports (RATP, SNCF ...)
- autres A.F.M. ;
- ordonnances pénales ;
- titres exécutoires ;
- autres condamnations.

En cas d'impossibilité de distinction au sein des A.F.M., les informations devront être portées globalement sur la 2^{ème} ligne (autres A.F.M.).

La rubrique « exécutoires » correspond, sur la base des articles R217, R218 et R221 du code de procédure pénale, aux frais résultant des procédures suivies en application de la législation sur les incapables, des actes faits d'office en matière de mesures conservatoires prises après l'ouverture d'une succession et des enquêtes sociales ordonnées en matière d'exercice de l'autorité parentale.

La rubrique « autres condamnations » correspond aux décisions de justice (jugements et arrêts), exceptés les A.F.M., les ordonnances pénales et les exécutoires, prononcées par toutes les juridictions.

De plus, le montant des frais de poursuites pris en charge au cours de l'année doivent être indiqués sur une ligne spécifique.

Le recouvrement des « états de recouvrement » en matière d'aide juridictionnelle est suivi dans l'application REP.

1.2. ENCAISSEMENT AU COMPTANT

Il s'agit du nombre de décisions, prononcées et encaissées, en matière de jours-amendes.

1.3. ENCAISSEMENT IMMÉDIAT

Il s'agit du nombre et du montant des paiements intervenus entre les mains d'agents verbalisateurs détenant un carnet à souches d'encaissement immédiat.

Sont distinguées les amendes forfaitaires et les consignations.

Le montant doit être égal à la somme portée dans la colonne 1 du développement des recettes sans prise en charge (budget général), située à la 4^{ème} page de la situation 1.263.

1.4. MONTANT DES SOMMES APURÉES

Il faut porter le total cumulé des montants correspondant à la part de l'Etat et à la part des divers bénéficiaires. Pour les deux années antérieures concernées (N-1 et N-2), il faut procéder à la sommation de chaque nature d'information depuis l'année d'origine (prises en charge et frais de poursuites, recouvrements, annulations et admissions en non-valeur).

Devant la difficulté de détermination de la nature des recouvrements, il n'est plus procédé, désormais, à la distinction « recouvrements AFM » et « recouvrements autres ».

Les contrôles de vraisemblance s'effectuent, au 31 décembre de l'année N, pour les années N-1 et N-2, selon les indications données dans le tableau joint en annexe.

Le tableau n°5 du module local « situation comptable par secteur », arrêté au 31 décembre N, doit être conservé par le poste ; en effet, les années N et N-1 figurent sur le document et peuvent donc être connues.

1.5. RESTES À RECOUVRER SUR EXERCICES ANTÉRIEURS

Il s'agit du montant cumulé de la part de l'Etat et de celle des divers bénéficiaires.

Sont détaillés les 11 derniers exercices. Au-delà, les informations sont regroupées.

Les montants des deux années les plus récentes sont servis automatiquement ; ils résultent de l'opération suivante : (PEC + FP) – (recouvrements + annulations + non-valeurs), effectuée automatiquement pour l'année correspondante à partir du tableau n°4 « montant des sommes apurées ».

Le total de tous ces exercices antérieurs doit être égal au cumul de la colonne 10 (code 3) de la situation 1.263 et de la colonne 10 (code 6) de la situation 1.263 bis.

1.6. OPPOSITION AU TRANSFERT DU CERTIFICAT D'IMMATRICULATION (O.T.C.I.)

Il s'agit d'une procédure concernant les véhicules terrestres à moteur, prévue à l'article L 27-4 du code de la route, pour les redevables d'A.F.M. sans adresse connue.

Les nombres et montants des rubriques suivantes doivent être indiqués :

- propositions acceptées par la Préfecture (propositions validées par le Procureur, diminuées des propositions rejetées par le service des immatriculations de la Préfecture) ;
- condamnations exécutées (mainlevées) : l'application AMD va permettre de donner, pour les chiffres de l'année 2000, ces renseignements.

2. TAXES D'URBANISME

Les éléments suivants sont demandés :

- prises en charge : nombre et montant des fiches de liquidation prises en charge dans l'année au titre des taxations initiales ;
- permis modificatifs ou complémentaires : nombre des fiches de liquidation prises en charge dans l'année au titre des taxations modificatives ou complémentaires ;
- recouvrements : montant des recouvrements constatés dans l'année, y compris au titre des frais d'assiette et de recouvrement. Ce montant correspond au total de la colonne spécifique ouverte au P16.

ANNEXE N° 1 : Procédure à suivre pour l'utilisation des fichiers : commandes EXCEL à effectuer

1. FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL

1.1. Récupération des fichiers envoyés par le bureau 4B

Dans votre messagerie, sélectionner le(s) fichier(s) communiqué(s) par le bureau 4B en pièce(s) jointe(s) et le(s) enregistrer sous Excel.

Attention : les modifications, effectuées directement dans la messagerie, ne sont pas prises en compte.

1.2. Manipulations Excel

Pour renseigner le fichier, procéder ainsi :

- charger le logiciel Excel
- ouvrir le fichier
- saisir les données conformément aux instructions fournies pour chacune des enquêtes
- sauvegarder le fichier sur un répertoire propre à l'utilisateur, avec le nom de l'enquête considérée suivi du millésime (exemple : SIROB00.xls ou SIRAM00.xls)
- imprimer le tableau sur support papier. Les paramètres d'impression ont été préalablement initialisés.
- transférer le fichier par intranet, à l'adresse indiquée dans la note de service confidentielle précisant le calendrier d'envoi des enquêtes.

2. ORGANISATION DES FEUILLES EXCEL

Chaque classeur Excel est composé selon les enquêtes d'une ou plusieurs feuilles.

Chaque feuille contient :

- un ou plusieurs tableaux identifiés par un nom ; il s'agit de noms informatiques reconnus par l'ordinateur et utilisables lors de l'appel de certaines commandes.
- différentes cellules identifiées par leur nom : le numéro du département doit obligatoirement être sélectionné dans le menu déroulant.
- des zones destinées à faciliter l'édition papier des tableaux.

L'écriture n'est possible que dans les zones à renseigner ; les autres cellules sont protégées.

L'ensemble des enquêtes 2002 doivent être complétées en francs. A titre indicatif, les montants sont convertis automatiquement en euros, dans la même feuille pour l'enquête SIRAC, dans des feuilles différentes pour les autres enquêtes.

3. PRÉCAUTION D'UTILISATION

Pour ne pas altérer les fichiers :

- ne pas supprimer les protections, les formules de calcul et les noms de zones
- ne pas introduire de formules de calcul dans les zones à renseigner
- ne pas modifier le format des cellules.

ANNEXE N° 2 : Prises en charge

PRISES EN CHARGE

**MONTANT DES IMPOSITIONS
EMISES EN 2001
en francs**

Sélectionnez le numéro de votre département dans le menu déroulant ci-dessous :

01

1

ADN

Exercice : 2002

Tableau à compléter

| | Nombre d'articles | Montant des émissions (francs) | Contrôles |
|--|-------------------|--------------------------------|-----------|
| A - IMPOT SUR LE REVENU | | | |
| > Revenus de N-1 | | | |
| > Revenus < N-1 | | | |
| TOTAL A | 0 | 0,00 | |
| B - CONTRIBUTIONS SOCIALES | | | |
| > CNAVTS 1% | | | |
| > CNAF | | | |
| > CNAVTS 0,4% | | | |
| > CSG Pat. CNAF | | | |
| > CSG Pat. FSV | | | |
| > CRDS | | | |
| > CSG reg. oblig. | | | |
| > FSV 2 % fonds de réserve | | | |
| > FSV 2 % solidarité | | | |
| > CNAVTS 2 | | | |
| TOTAL B | | 0,00 | |
| C - IMPOTS LOCAUX | | | |
| > Taxe d'habitation | | | |
| > Taxe professionnelle | | | |
| > Taxe foncière | | | |
| > Autres taxes | | | |
| TOTAL C | 0 | 0,00 | |
| D - TOTAL DES FRAIS D'ASSIETTE, DE RECouvreMENT, DE DEGREVEMENT, ET DE NON-VALEUR | | | |
| > IL FA | | | |
| > IL GP+FD+VL+DI | | | |
| > Impôts d'état | | | |
| TOTAL D | | 0,00 | |
| E - AUTRES IMPOTS D'ETAT | | | |
| F - IMPOT SOCIETE | | | |
| TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F) | 0 | 0,00 | |
| G - VENTILATION DES FRAIS DIVERS SUR IMPOTS LOCAUX ET COTISATIONS SOCIALES | | | |
| > Taxe d'habitation | | | |
| a. Gains et pertes | | | |
| b. Frais de dégrèvements | | | |
| c. Frais d'assiette | | | |
| d. Dégrèvements Indus | | | |
| e. Prélèvement valeur locative | | | |
| > Taxe foncière | | | |
| a. Gains et pertes | | | |
| b. Frais de dégrèvements | | | |
| c. Frais d'assiette | | | |
| d. Dégrèvements Indus | | | |
| > Taxe professionnelle | | | |
| a. Gains et pertes | | | |
| b. Frais de dégrèvements | | | |
| c. Frais d'assiette | | | |
| d. Dégrèvements Indus | | | |
| > Autres taxes | | | |
| a. Gains et pertes | | | |
| b. Frais de dégrèvements | | | |
| c. Frais d'assiette | | | |
| d. Dégrèvements Indus | | | |
| > Contributions sociales | | | |
| c. Frais d'assiette | | | |
| TOTAL a. | | 0,00 | |
| TOTAL b. | | 0,00 | |
| TOTAL c. | | 0,00 | |
| TOTAL d. | | 0,00 | |
| TOTAL e. | | 0,00 | |
| TOTAL b.+c.+d.+e. | | 0,00 | |
| TOTAL TOUS LES FRAIS | | 0,00 | |

Prière de compléter les cellules suivantes afin de vérifier la concordance entre les émissions saisies et la CGE

Crédit c/ 398 800

Crédit c/ 466 124321

Crédit c/ 466 124331

Crédit c/ 466 12451

Crédit c/ 475 66611

Crédit c/ 466 12861

Crédit c/ 466 12471

Crédit c/ 475 66631

Crédit c/ 475 66651

Crédit c/ 466 124311

Crédit c/ 398 840

Crédit c/ 398 861

Crédit c/ 398 830

Crédit c/ 398 860

Crédit c/ 398 810

ANNEXE N° 3 : Détermination des résultats du recouvrement des impôts émis et des taux d'objectifs

| Sélectionnez le numéro de votre département dans le menu déroulant ci-dessous : | | Tableau à compléter | | Enquête : 2002 | | |
|---|---|---------------------|-------------------|-----------------|-------------------|-------|
| 1 | | Ain | | | | |
| SIROB | | | | | | |
| POLITIQUE D'OBJECTIFS | | | | | | |
| RECouvreMENT DES IMPOTS DIRECTS | | | | | | |
| Réalizations de l'exercice 2000 au 31/12/2001 | | | | | | |
| En milliers de francs | | | | | | |
| Exercice 2000 | Impôt sur le revenu (IR, ordinaire + CS + CRDB) | Impôts locaux | | | Impôts ordinaires | Total |
| | | TH | TF | TP et autres IL | | |
| PEC BRUTES | | | | | | |
| PEC NETTES | | | | | | |
| RECETTES | | | | | | |
| Taux net | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| au 31/12/2000 | CGE IR | CGE AIE | CGE IS | CGE TH | CGE TP | Total |
| PEC brutes | VRAI | VRAI | VRAI | VRAI | VRAI | VRAI |
| Verification | CGE IR | CGE AIE | CGE IS | CGE TH | CGE TP | Total |
| Recettes | VRAI | VRAI | VRAI | VRAI | VRAI | VRAI |
| Verification | | | | | | |
| En milliers de francs | | | | | | |
| Exercice 2001 | Impôt sur le revenu (IR, ordinaire + CS + CRDB) | Impôts locaux | | | Impôts ordinaires | Total |
| | | TH | TF | TP et autres IL | | |
| PEC BRUTES | | | | | | |
| PEC NETTES | | | | | | |
| RECETTES | | | | | | |
| Taux net | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| au 31/12/2000 | CGE IR | CGE TH | CGE IS | CGE TF | CGE TP | Total |
| PEC brutes | VRAI | VRAI | VRAI | VRAI | VRAI | VRAI |
| Verification | | | | | | |
| Evolution des taux | | | | | | |
| Taux | Résultats 2001 | | Prévisions 2002 | | Objectifs 2002 | |
| | Impôts ordinaires | Total | Impôts ordinaires | Total | Impôts ordinaires | Total |
| Taux brut | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taux net | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

ANNEXE N° 4 : Contrôle fiscal sur les cinq dernières années

CONTROLE FISCAL

Enquête :
2002

IMPOT SUR LE REVENU

| |
|---------------|
| Département : |
| 001 |
| AIN |

Ce fichier contient des commentaires intégrés liés à certaines cellules. Ils sont indiqués par un petit triangle rouge à l'angle supérieur droit des cellules concernées. Ces commentaires deviennent lisibles quand la souris passe sur ces cellules.

Tableau à compléter

| En milliers de francs | ANNEES D'EMISSIONS | | | | |
|--|---------------------------------|------|------|------|------|
| | 2001 | 2000 | 1999 | 1998 | 1997 |
| Depuis l'origine | | | | | |
| PRISES EN CHARGE Rôles émis (principal) | <i>nombre</i> <i>montant</i> | | | | |
| Majo. et F.P. | <i>montant</i> | | | | |
| RECETTES Paiements effectifs Degrèvements Admissions en non-valeur | | | | | |
| S.L.P. Réclamations suspensives | <i>nombre</i> <i>montant</i> | | | | |
| RJ - LJ | <i>nombre</i> <i>montant</i> | | | | |
| S.A.P. Admissions en non-valeur | <i>nombre</i> <i>montant</i> | | | | |
| Degrèvements en instance | <i>nombre</i> <i>montant</i> | | | | |
| Moratoires imposés | <i>nombre</i> <i>montant</i> | | | | |
| AUTRES Poursuites et délais en cours | <i>nombre</i> <i>montant</i> | | | | |
| - CONTROLE - | | | | | |

ANNEXE N° 5 : Renseignements sur les poursuites

SIRAC

Sélectionnez le numéro de votre département dans le menu déroulant ci-dessous :

01

I

AIN

RENSEIGNEMENTS
SUR LES POURSUITES
ANNEE 2001

Enquête :
2002

Ce fichier contient des commentaires intégrés liés à certaines cellules. Ils sont indiqués par un petit triangle rouge à l'angle supérieur droit des cellules concernées. Ces commentaires deviennent lisibles quand la souris passe sur ces cellules.

| En nombre d'actes | IMPOTS DIRECTS | | AMENDES | | PRODUITS DIVERS PRODUITS LOCAUX REDEVANCE | |
|--|------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------|---|-------------------------|
| • COMMANDEMENTS | | | | | | |
| > notifiés - par la voie postale | | 0 | | 0 | | 0 |
| - par préposé de la Poste | | 0 | | 0 | | 0 |
| | huissiers du Trésor | huissiers de justice | huissiers du Trésor | huissiers de justice | huissiers du Trésor | huissiers de justice |
| > signifiés par huissiers : | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| > Procès-verbaux de perquisition : | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| > Procès-verbaux de recherches : | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| • POURSUITES MOBILIERES | | | | | | |
| Avis à tiers détenteur | | 0 | | 0 | | 0 |
| Saisies des rémunérations | | 0 | | 0 | | 0 |
| Oppositions administratives | | 0 | | 0 | | 0 |
| | huissiers du Trésor | huissiers de justice | huissiers du Trésor | huissiers de justice | huissiers du Trésor | huissiers de justice |
| Saisies-attributions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VTAM déclaration | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VTAM immobilisation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Saisies val. mobilières et dts assoc. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Saisies coffres-forts | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Saisies conservatoires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Saisies-ventes : | huissiers du Trésor | huissiers de justice | huissiers du Trésor | huissiers de justice | huissiers du Trésor | huissiers de justice |
| saisies-ventes pratiquées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| oppositions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| saisies interrompues | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| procès-verbaux de carence | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| procès-verbaux de perquisition | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| tentatives de saisies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ventes : | | | | | | |
| ventes engagées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ventes effectuées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ventes de fonds de commerce : | | | | | | |
| oppos. sur prix de vente | | 0 | | 0 | | 0 |
| ventes globales de fonds de commerce | | 0 | | 0 | | 0 |
| • POURSUITES IMMOBILIERES | | | | | | |
| Hypothèques inscrites : | | 0 | | 0 | | 0 |
| Saisies immobilières : | | | | | | |
| saisies immobilières demandées | | 0 | | 0 | | 0 |
| saisies immobilières autorisées | | 0 | | 0 | | 0 |
| saisies menées jusqu'à l'adjudication | | 0 | | 0 | | 0 |
| • POURSUITES SUR LES PERSONNES | | | | | | |
| Réquisitions au parquet | | 0 | | 0 | | 0 |
| Incarcérations effectives | | 0 | | 0 | | 0 |
| Réquisitions abandonnées (délai ou règlement) | | 0 | | 0 | | 0 |
| Droits versés aux huissiers de justice | | 0 | | 0 | | 0 |
| Droits versés aux HJ en euros (pour info.) | | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| Ratio ATD / saisies hors tentatives | #DIV/0! | | | | | |
| AUTRES ACTIONS CONTENTIEUSES | En nombre | | | | | |
| Mises en cause de dirigeants sociaux | | 0 | | | | |
| Mises en cause de tiers détenteurs défaillants | | 0 | | | | |
| Actions civiles | | 0 | | | | |
| Assignations en RJ / LJ | | 0 | | | | |
| RECENSEMENT DES AGENTS | En nombre | | | | | |
| Huissiers du Trésor Public | | | | 0,00 | | |
| Cadres B commissionnés | | | | 0,00 | | |
| Huissiers de justice | | | | 0,00 | | |
| Agents enquêteurs | | | | 0,00 | | |

ANNEXE N° 6 : Situation de l'apurement des rôles

SIRAR

Sélectionner le numéro de l'exercice à afficher dans le menu déroulant ci-dessous :

01 1

ADN

SITUATION DE L'APUREMENT DES RÔLES ANNEE 2001

Enquête : 2002

Tableau à compléter en France

C. Utiliser uniquement des caractères numériques, indiqués dans le cadre adéquat par un petit triangle rouge à l'intérieur supérieur droit des cellules concernées. Ces caractères doivent être utilisés quand la valeur prise est un chiffre.

| Années | Données comptables | | Restes à recouvrer nominatifs (5) | Différences (5) - ((1) - (2)) | Suspensions légales de poursuites | | Contrôle (5) + (6) <= (1) - (2) |
|------------------------|-----------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| | Montants des prises en charge (1) | Total des sommes apurées (2) | | | Sursis légal de paiement (3) | Procédures collectives (6) | |
| 1970 | | | | | | | |
| 1971 | | | | | | | |
| 1972 | | | | | | | |
| 1973 | | | | | | | |
| 1974 | | | | | | | |
| 1975 | | | | | | | |
| 1976 | | | | | | | |
| 1977 | | | | | | | |
| 1978 | | | | | | | |
| 1979 | | | | | | | |
| 1980 | | | | | | | |
| 1981 | | | | | | | |
| 1982 | | | | | | | |
| 1983 | | | | | | | |
| 1984 | | | | | | | |
| 1985 | | | | | | | |
| 1986 | | | | | | | |
| 1987 | | | | | | | |
| 1988 | | | | | | | |
| 1989 | | | | | | | |
| 1990 | | | | | | | |
| 1991 | | | | | | | |
| 1992 | | | | | | | |
| 1993 | | | | | | | |
| 1994 | | | | | | | |
| 1995 | | | | | | | |
| 1996 | | | | | | | |
| 1997 | | | | | | | |
| Ex. 1997 et ant. | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1998 | | | | | | | |
| 1999 | | | | | | | |
| Ex. ant. ventilés 2000 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Contrôle : comparaison entre les restes à recouvrer comptables au 31/12/2001 et les balances d'entrée au 01/01/2002.

Vérification des exercices antérieurs non ventilés
Balance d'entrée au compte 411.883
Ecart constaté

0,00

Vérification des autres exercices
Balance d'entrée des comptes 411.813 à 411.873
Ecart constaté

0,00

ANNEXE N° 7 : Amendes et condamnations pécuniaires ; Taxes d'urbanisme

SIRAM

Sélectionnez le numéro de votre département dans le menu déroulant ci-dessous :

01 ▼

1

AIN

**AMENDES
ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES**

Enquête :
2002

2001

Tableau à compléter en francs

1. TITRES A RECOUVRER

| PRISES EN CHARGE DE L'ANNEE | NOMBRE DE TITRES | MONTANT (F) |
|--------------------------------|------------------|-------------|
| A.F.M (infractions transports) | | |
| Autres A.F.M | | |
| Ordonnances pénales Exécutives | | |
| Autres condamnations | | |
| Frais de poursuites | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

2. ENCAISSEMENT AU COMPTANT

| NOMBRE DE DECISIONS | PRONONCEES (NOMBRE) | ENCAISSEES (NOMBRE) |
|---------------------|---------------------|---------------------|
| Jours-amendes | | |

3. ENCAISSEMENT IMMEDIAT

| PAIEMENTS | NOMBRE | MONTANT (F) |
|----------------------|--------|-------------|
| Amendes forfaitaires | | |
| Consignations | | |
| TOTAL | 0 | 0 |

4. MONTANT DES SOMMES APUREES (F)

| ANNEE | PEC & F.P. | RECOUVREMENTS | ANNULATIONS | NON-VALEURS |
|-------------------------|------------|---------------|-------------|-------------|
| 2001 AU 31/12/2001..... | | | | |
| 2000 AU 31/12/2001..... | | | | |
| 1999 AU 31/12/2001..... | | | | |

5. RESTES A RECOUVRER SUR EXERCICES ANTERIEURS

| ANNEE | MONTANT (F) |
|--------------|-------------|
| 2000 | 0 |
| 1999 | 0 |
| 1998 | |
| 1997 | |
| 1996 | |
| 1995 | |
| 1994 | |
| 1993 | |
| 1992 | |
| 1991 | |
| 1990 | |
| 1989 et ANT. | |
| TOTAL | 0 |

6. OPPOSITION AU TRANSFERT DU CERTIFICAT D'IMMATRICULATION (O.T.C.L)

| | NOMBRE | MONTANT (F) |
|--|--------|-------------|
| Propositions acceptées par la Préfecture | | |
| Condamnations exécutées | | |

TAXES D'URBANISME

| 2001 | NOMBRE | MONTANT (F) |
|--|--------|-------------|
| Prises en charge | | |
| Permis modificatifs ou complémentaires | | |
| Recouvrements (y compris FA) | | |

ANNEXE N° 7 (suite et fin)

CONTROLES DE VRAISEMBLANCE DES MONTANTS DES SOMMES APUREES

| PEC + FP Total des colonnes 2 | REC AFM - REC AUTRES Total des colonnes 9 | ANNULATIONS Total des colonnes 4 | SURSEANCES Total des colonnes 5 |
|--|--|---|--|
| ANNEE N | | | |
| —————* | (Code 1) 1263 N (Code 4) 1263 bis N | (Code 1) 1263 N + (Code 4) 1263 bis N | (Code 1) 1263 N + (Code 4) 1263 bis N |
| ANNEE N - 1 (depuis l'origine) | | | |
| (Code 1) 1263 N - 1 + (Code 4) 1263 bis N - 1 + (Code 2) 1263 N + (Code 5) 1263 bis N | (Code 1) 1263 N - 1 + (Code 4) 1263 bis N - 1 + (Code 2) 1263 N + (Code 5) 1263 bis N | (Code 1) 1263 N + (Code 4) 1263 bis N + (Code 2) 1263 N + (Code 5) 1263 bis N | (Code 1) 1263 N + (Code 4) 1263 bis N + (Code 2) 1263 N + (Code 5) 1263 bis N |
| Attention !!! | | | |
| Les montants arrêtés au 31 décembre N doivent être <i>supérieurs ou égaux</i> à ceux totalisés au 31 décembre N - 1... | | | |
| ANNEE N - 2 (depuis l'origine) | | | |
| (Code 1) 1263 N - 2 + (Code 4) 1263 bis N - 2 + (Code 2) 1263 N - 1 + (Code 5) 1263 bis N - 1 + <i>Prises en charge et frais de poursuites</i> effectués pendant l'exercice N au titre de l'année N - 2 (Cf. 1.40) | (Code 1) 1263 N - 2 + (Code 4) 1263 bis N - 2 + (Code 2) 1263 N - 1 + (Code 5) 1263 bis N - 1 + <i>Recouvrements</i> effectués pendant l'exercice N au titre de l'année N - 2 (Cf. P. 213 B) | (Code 1) 1263 N - 2 + (Code 4) 1263 bis N - 2 + (Code 2) 1263 N - 1 + (Code 5) 1263 bis N - 1 + <i>Annulations</i> effectuées pendant l'exercice N au titre de l'année N - 2 (Cf. P. 459) | (Code 1) 1263 N - 2 + (Code 4) 1263 bis N - 2 + (Code 2) 1263 N - 1 + (Code 5) 1263 bis N - 1 + <i>Surséances</i> effectuées pendant l'exercice N au titre de l'année N - 2 (Cf. P. 459) |
| Attention !!! | | | |
| Les montants arrêtés au 31 décembre N doivent être <i>supérieurs ou égaux</i> à ceux totalisés au 31 décembre N - 1 qui doivent être, eux-mêmes, <i>supérieurs ou égaux</i> à ceux obtenus au 31 décembre N - 2... | | | |

Directeur de la publication :
Jean BASSERES

Impression : Imprimerie Nationale
27, rue de la Convention – 75732 PARIS CEDEX

ISSN : 0984 9114